

Méto automatique : la Société du Grand Paris justifie l'inflation des coûts

Alors que le montant du projet est estimé à 35 milliards d'euros, contre 22 milliards en 2010, la SGP s'emploie à contester tout dérapage financier.

LE MONDE ECONOMIE | 07.10.2017 à 11h29 | Par Grégoire Allix (/journaliste/gregoire-allix/)



Les premiers tunneliers seront mis en service au début 2018. HERRENKNECHT AG

Le budget du Grand Paris Express est-il hors de contrôle ? L'affirmation par la lettre professionnelle *Mobilettre*, le 14 septembre, que le coût total du projet était désormais estimé à 35 milliards d'euros, contre 22 milliards en 2010, a créé un électrochoc. « *Je tire le signal d'alarme depuis des mois* », avait réagi la présidente (LR) du conseil régional, Valérie Pécresse, demandant à « *auditer le budget* » de la Société du Grand Paris (SGP), qui gère le projet.

Depuis, la SGP s'emploie à contester tout dérapage. « *Les études préliminaires ont été faites sur la base de références papier très peu précises sur l'état du sous-sol*, explique Philippe Yvin, le président de la SGP. *Entre-temps, nous avons réalisé des études techniques sur chacun des sept tronçons.* »

Lire aussi : [Ces lignes déjà menacées du Grand Paris Express \(economie/article/2017/10/07/grand-paris-express-elus-locaux-et-acteurs-economiques-s-inquietent-de-l-arbitrage-du-gouvernement_5197576_3234.html\)](/economie/article/2017/10/07/grand-paris-express-elus-locaux-et-acteurs-economiques-s-inquietent-de-l-arbitrage-du-gouvernement_5197576_3234.html)

Se fondant sur ces études, la SGP a réévalué le coût du projet, fin mai, à 28 milliards d'euros. Estimation à laquelle elle a ajouté 25 % de provisions pour risques et aléas de chantier, soit 35 milliards d'euros au total. La SGP estime qu'elle ne pourra s'engager qu'à l'été 2018 sur un coût d'objectif pour l'ensemble du réseau de 200 km et ses 68 gares.

La SGP a-t-elle été trop conciliante avec les élus ? Pas assez stricte lors des marchés passés avec les majors du BTP ? La polémique a placé son président dans la situation inconfortable de devoir justifier ses investissements. Et mis en lumière la faiblesse de cette structure de 200 salariés. « *Il faudrait trois fois plus de monde à la SGP pour être en mesure de bien suivre les projets* », estime un bon connaisseur du dossier.

En attendant une éventuelle réorganisation des instances du Grand Paris par le gouvernement, Philippe Yvin rappelle que le futur méto automatique « *n'a aucun problème de financement et ne pèse pas sur le budget de l'Etat* ». Outre les recettes d'exploitation à venir, la SGP est financée depuis 2010 par trois taxes en Ile-de-France qui lui rapportent 550 millions d'euros par an et lui permettent de recourir à des emprunts de long terme. Elle a contracté en 2017 une première tranche de 700 millions d'euros.

Un financement qui n'alourdit pas le budget, certes, mais qui pèse sur la dette, alors que le gouvernement s'échine à maintenir le déficit sous la barre des 3 %.